FNEC FP FO

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DES PROFESSEURS DES ÉCOLES DE WALLIS ET FUTUNA

SCRUTIN DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

VOTER POUR LA FNEC FP-FO C'EST VOTER POUR :

LE SYNDICAT QUI A COMBATTU AUX CÔTÉS DES PERSONNELS POUR OBTENIR LE RECLASSEMENT DES ENSEIGNANTS DE WALLIS-ET-FUTUNA DANS LE CORPS ENSEIGNANTS DE WALLIS-ET-FUTUNA DANS LE CORPS DES PROFESSEURS DES ÉCOLES !

Un mouvement de grève de deux mois et demi en 2023, avec FO, puis la menace d'une nouvelle grève en 2025, ont obligé le ministère de l'Education nationale à enfin intégrer les instituteurs de Wallis-et-Futuna dans la fonction publique d'Etat et d'accepter les conditions de FO de classement dans la grille des professeurs des écoles pour tous les enseignants. Les négociations ont également permis d'obtenir le droit d'option au maintien à la caisse de retraite de Wallis-et-Futuna, l'ouverture de négociations pour le maintien du congé d'accompagnement et la prime de désindexation en cas d'évacuation sanitaire et son élargissement à tous les fonctionnaires d'Etat de Wallis-et-Futuna.

Ce mouvement de grève a également permis la reconnaissance du personnel non-enseignant (1er et 2nd degré) avec l'engagement de l'Etat de les intégrer dans la fonction publique de l'Etat.

C'est une juste reconnaissance et une victoire sans précédent, rendue possible grâce à la mobilisation des personnels, des parents, des parlementaires, des chefferies et de toute la population qui a soutenu et organisé le mouvement avec Force Ouvrière !

Profession de foi

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DES PROFESSEURS DES ÉCOLES DE WALLIS ET FUTUNA

NOS REVENDICATIONS

VOTER POUR LA FNEC FP-FO C'EST VOTER POUR :

LE SYNDICAT QUI SE BAT POUR LES CONDITIONS D'EVASAN, DU CONGÉ D'ACCOMPAGNEMENT ET DE LA PRIME INDIVIDUELLE EN CAS D'ÉVACUATION SANITAIRE

Lors des négociations du cahier de revendications entre FO et le Ministère de l'Education nationale, FO a obtenu une période transitoire le temps de trouver un consensus concernant ces acquis. FO intervient dans cette période transitoire pour que les agents concernés ne soient pas pénalisés et pour assurer l'équité entre les agents de Wallis-et-Futuna.

LE SYNDICAT QUI REVENDIQUE L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES MACRON-BORNE !

FO a obtenu que tous les instituteurs de Wallis-et-Futuna puissent opter pour le maintien de leur affiliation au régime de retraite relevant de la Caisse de prestations sociales des îles Wallis et Futuna. Pour les personnels qui renonceraient à ce droit d'option et seraient ainsi affiliés au régime spécial de retraite des fonctionnaires de l'Etat, FO continue d'exiger l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites Macron-Borne (alors que le 1er ministre Lecornu annonce un simple décalage de la réforme des retraites) et toute tentative de réintroduire un système de retraite par points !

LE SYNDICAT QUI REVENDIQUE L'ABANDON DU BUDGET LECORNU ET LES CRÉATIONS DE POSTES NÉCESSAIRES !

FO exige l'abandon du budget Lecornu qui prévoit une année blanche pour les prestations sociales et du point d'indice dans la fonction publique, le maintien de l'indemnisation à 90% des jours d'arrêt maladie, la suppression de postes dans la fonction publique, une réduction du coût des évacuations sanitaires à Wallis-et-Futuna.

En particulier, FO refuse les 4 000 suppressions de postes d'enseignants devant élèves annoncées et exige l'annulation de ces suppressions de postes dans l'Éducation nationale et au contraire la création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services.

LE SYNDICAT DE LA FICHE DE PAIE : + 10% TOUT DE SUITE !

Alors que le gel de la valeur du point d'indice décidé par les gouvernements macronistes entraîne l'effondrement du pouvoir d'achat des personnels, FO exige l'augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et l'ouverture de négociations pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis 25 ans, c'est-à-dire 31,5% !

LE 1ER SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE D'ETAT !

Fort de son indépendance et de ses revendications, FO est la première organisation syndicale dans la fonction publique d'Etat !

